

CONFERENCE DE PRESSE DU 26 MARS 2004

MOT LUMINAIRE

Dans le cadre de sa mission de mettre en œuvre un vaste programme de sensibilisation, d'éducation à la paix et de réconciliation nationale, le Ministère a entamé des descentes dans les communes du pays depuis septembre 2003.

Lors de ces descentes, nous rencontrons chaque fois une moyenne de 150 personnes relevant des structures suivantes :

- Les responsables de l'administration communale à tous les niveaux,
- Le conseil communal des Bashingantahe,
- Les représentants des femmes, des jeunes et des associations génératrices de revenus,
- Les représentants des partis politiques agréés et des mouvements politiques signataires de l'Accord de paix et, récemment, signataires des accords de cessez-le-feu,
- Les représentants des confessions religieuses,
- Les représentants des fonctionnaires et des commerçants oeuvrant dans la commune,
- Les représentants des corps de défense et de sécurité,
- Les représentants des Batwa ; bref, les représentants de toutes les catégories socioprofessionnelles de la commune.

A ce jour, 111 communes sur 116 sont déjà visitées. Il ne reste que 5 communes de la Province Bujumbura Rural ainsi que les zones de la Mairie.

I. ATTITUDE DES PARTICIPANTS

Partout, les préoccupations sont identiques :

- l'impératif de l'arrêt définitif de la guerre,
- la mise en œuvre de l'Accord de paix et des accords de cessez-le-feu déjà signés,
- l'appel à la classe politique à leur tenir un langage rassurant,
- la problématique de l'organisation des élections,
- la gestion de la période post- transition s'il n'était pas possible de suivre le calendrier de l'Accord d'Arusha,

- la lutte contre le banditisme à main armée et le viol massif qui atteignent de plus en plus des proportions inquiétantes,
- la promotion de la lutte contre l'impunité,
- le traitement équitable des sinistrés (déplacés intérieurs, rapatriés et autres personnes qui ont été spoliées de leurs biens),
- l'attribution des terres à cultiver aux Batwa,
- le traitement circonspect de la question des terres,
- la promotion d'une justice impartiale,
- les réformes des corps de défenses et de sécurité, etc.

De ces préoccupations, il convient de faire une mention particulière à l'organisation des élections, au calendrier de la transition, à la réconciliation, à la question des terres, au viol et aux vols à main armée, au rapatriement et à la réhabilitation des sinistrés ainsi qu'à la démobilisation et la réinsertion des combattants.

LES ELECTIONS

La question des élections inquiète beaucoup toute la population rencontrée. Elle reste encore traumatisée par les événements sanglants consécutifs aux élections de 1993. Tout en étant favorable au principe des élections, elle recommande que l'autorité politique accorde prioritairement attention à la question de la pacification des cœurs, de l'acceptation mutuelle et de la cohabitation pacifique des communautés ainsi qu'à la réhabilitation des sinistrés.

La population rencontrée **recommande fortement de ne pas tomber dans les erreurs du passé et surtout de sauvegarder et raffermir les acquis actuels relatifs à l'accalmie du moment.**

Elle recommande en outre le désarmement des civils.

LE CALENDRIER DE LA TRANSITION

Considérant tout ce qui doit être fait avant d'aller aux élections, la population se demande s'il sera possible de le réaliser dans les courts délais qui restent et pose la question de savoir ce qui adviendra s'il n'était pas possible d'organiser ces élections tel que prévu par l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi. C'est un leitmotif dans toutes les communes visitées.

Cette population voudrait être rassurée de ce côté par la classe politique dont les points de vue sont actuellement divergents sur le contenu des textes régissant les élections.

LA DEMOBILISATION ET LA REINSERTION DES COMBATTANTS

La population rencontrée s'inquiète de la **démobilisation des anciens belligérants** et voudrait être rassurée que ceux qui seront démobilisés ne se constitueront pas en bandits armés ou ne rejoindront pas, pour certains, le camp du PALIPEHUTU-FNL de Agathon RWASA qui n'a pas encore déposé les armes.

Elle recommande aussi que ces démobilisés reçoivent une formation en éducation à la paix et à la cohabitation pacifique dans un endroit approprié pendant un certain temps avant leur réinsertion dans le milieu civil.

LA QUESTION DES TERRES

Il s'agit également d'une autre question qui préoccupe fortement la population de toutes les communes visitées. Elle craint que, si elle était mal gérée, elle provoque une guerre d'une autre nature et recommande par conséquent de traiter avec diligence cette question pour prévenir ce danger réel qui se profile à l'horizon, particulièrement avec le rapatriement des réfugiés de 1972.

Lors de ces descentes, il a été constaté en outre une demande constante des terres à cultiver par les Batwa.

LE VIOL ET LE VOL A MAIN ARMEE

Ce sont d'autres phénomènes qui inquiètent la population. Elle souhaite que des mesures dissuasives et répressives soient prises par, notamment, la révision et l'application rigoureuse des lois y afférentes.

LA RECONCILIATION

La répartition de la classe politique en G7 et en G10 ne rassure pas la population qui considère que cette répartition divise plus qu'elle ne rassemble. La population des communes visitées demande en outre que soient mises en place la Commission Internationale d'Enquête Judiciaire ainsi la Commission Vérité et Réconciliation.

LE RAPATRIEMENT ET LA REHABILITATION DES SINISTRES

Ce programme est perçu comme une priorité dans la mesure où la population a été dans l'ensemble marquée par la guerre. La population souhaite que le Ministère et la Commission ayant en charge la réhabilitation des sinistrés occupent réellement le terrain. Elle réclame vivement la présence de la CNRS.

Pour les communes de Bujumbura Rural et Ruyigi qui ont été particulièrement touchées par la crise, les populations ne veulent rien entendre parler d'autres que de leur réhabilitation parce qu'elles sont totalement démunies.

Pour la population de Bujumbura Rural, il faut que le Gouvernement déploie ses efforts pour obtenir la participation de Agathon RWASA aux négociations et qu'enfin cette province recouvre elle aussi la paix et la sécurité.

II. CONCLUSION

Plusieurs communes de toutes les provinces sont déjà visitées à plus de 90%. Celles qui restent le seront suivant l'évolution de la situation sécuritaire.

Compte-tenu de la constance des préoccupations de la population rencontrée, le Gouvernement et la classe politique devraient tenir en considération les craintes exprimées dans la préparation de la gestion de la période post-transition. C'est à cette seule condition qu'ils pourront se prévaloir agir au nom du peuple et pour le peuple.

Fait à Bujumbura, le 27 juillet 04